

Congrès de l'AMRF : la jeunesse au cœur des débats

Du 26 au 28 septembre s'est tenu à Chasseneuil-du-Poitou (Vienne) le congrès de l'AMRF. Nous avons demandé à son vice-président, Yvan Lubraneski, vice-président de l'AMRF, chargé de la Démocratie et de la Communication, de nous faire part des principaux éléments de cet événement important.

PROPOS RECUEILLIS PAR KEVIN NECTOUX

Est-ce-que le congrès de l'AMRF a répondu à vos attentes ? Quels ont été les temps forts ?

Yvan Lubraneski : C'était un congrès très réussi, qui a porté principalement sur l'engagement, et spécifiquement celui des femmes et celui des jeunes, avec le souci de proposer des solutions concrètes émanant du débat avec tous les participants. D'ailleurs, l'AMRF a lancé, en ce sens, une plateforme web intitulée « On fait campagne ! » (onfait-campagne.fr), permettant de recenser des expériences innovantes en milieu rural. On en a déjà référencées soixante-dix, et ce qui fait leur intérêt, c'est qu'elles émanent d'élus à destination d'autres élus. On y trouve aussi des réponses à des demandes de maires, portant par exemple sur la participation citoyenne ou sur la construction d'une liste municipale.

Cette plateforme a d'ailleurs le mérite d'être encadrée par un collectif composé de l'AMRF, fortement impliquée, et trois autres associations : Bouge ton coQ, Hameaux légers et Insite. Cette dernière est une association pilotée par un maire, Thibault Renotin, qui facilite l'implication du service civique dans les communes.

L'autre temps important du congrès a porté sur la demande du Premier ministre nous proposant de lui soumettre notre point de vue sur une éventuelle réforme de la décentralisation, et ce avant le 31 octobre. Cela sera pour nous l'occasion de répondre à M. Lecornu que la question la plus importante n'est pas celle de la clarification du rôle des différents niveaux de collectivités, mais principalement du rapport entre l'État et les communes.

Pour nous, le vrai sujet, c'est comment on rend du

pouvoir d'agir aux élus pour permettre un vrai fonctionnement démocratique. C'est une préoccupation dont nous parlons dans tous nos congrès. À force de vouloir tout réglementer au millimètre, l'État donne le signe permanent aux collectivités qu'il n'a pas confiance en elles.

Pour restaurer la confiance, l'État doit être capable d'avoir une méthode où on fixe des cadres dans lesquels les collectivités peuvent bénéficier de marges de manœuvre et de créativité.

Nous avons également parlé à nouveau du marronnier du congrès des maires ruraux depuis la loi NOTRe, à savoir l'intercommunalité. La mutualisation, les maires ruraux en ont été, bien sûr, toujours partisans. Il est important, quand on est dans un petit village, de mutualiser certaines compétences quand on ne peut les assumer seul. Ce que l'on dénonce, c'est la manière d'exercer l'intercommunalité.

Quelle est donc la bonne manière de mettre en œuvre l'intercommunalité ?

Transférer une compétence n'est pas s'en démunir. D'abord, on doit être encore en capacité de décider collectivement ce que va devenir cette compétence transférée. Par exemple, quand on transfère la compétence de la collecte et du traitement des déchets à l'intercommunalité, et que celle-ci la transfère à un syndicat, quelle prise réelle la commune de base conserve-t-elle ?

Sans compter que tout le monde sait que quelques entreprises privées en France font la pluie et le beau temps. Donc ça nous amène à un sujet politique, c'est-à-dire quand on revient vers le citoyen, quand il vient vers nous et qu'il

nous dit «j'aimerais bien qu'on réduise un peu nos déchets, qu'on fasse ainsi, qu'on fasse comme ça», et qu'on lui répond «mais c'est pas nous, on n'y peut rien».

Cet aveu d'impuissance du maire va augmenter le ressentiment du citoyen et entraver sa mobilisation pour les élections. Fort heureusement, tout le monde a aujourd'hui conscience des problèmes posés par l'intercommunalité imposée. D'ailleurs, une mission sénatoriale a publié récemment un rapport avec de nombreuses références à l'intercommunalité, que nous approuvons pour la plupart. Cependant, nous souhaitons aller un peu plus loin, notamment sur la question de la gouvernance

Nous serions notamment favorables à ce que chaque intercommunalité se dote d'un pacte de gouvernance, permettant d'instaurer un véritable respect de toutes les parties. Il faut en finir avec la seule domination du rapport de force, et restaurer l'esprit de coopération. Car la coopération, c'est considérer que chaque collectivité a une souveraineté d'existence et qu'il ne s'agit pas de tenir compte uniquement de leur taille respective. Autrement dit, nous devrions avoir une égalité de voix entre toutes les communes dans un même lieu de coopération. Ça nous paraît d'une logique implacable, mais un peu utopique.

Pourquoi le congrès a-t-il été axé sur la jeunesse ?

Nous avons réussi à avoir des jeunes de tous les horizons. Il y avait même le plus jeune maire de France, Hugo Biolley, élu à 18 ans. Nous leur avons donné la parole pour comprendre quels étaient encore les freins à l'engagement de la jeunesse ?

Les jeunes participants du congrès ont soulevé notamment l'enjeu pédagogique de l'engagement politique. C'est l'une des raisons pour laquelle j'envisage, à titre personnel, d'arrêter le conseil municipal des enfants dans ma commune, qui n'est pas suffisamment pertinent, pour privilégier un parcours citoyen proposant de soumettre à l'analyse de divers groupes d'âge un même projet quelle que soit sa nature.

Comment envisagez-vous les prochaines élections municipales de mars 2026 ?

Je pense que beaucoup de gens ont conscience des difficultés et des incertitudes causées par le contexte national. Car, même si les élus locaux sont les élus les plus appréciés des Français, on ne peut se satisfaire de cette



AMRF

seule confiance dans un climat de défiance générale. La question se pose pour les candidats eux-mêmes car il y a une envie certaine de s'engager mais qui peut être totalement contrariée par l'atmosphère, les pressions ou l'absence de soutien.

Sur le plan politique, on ne peut pas non plus mettre de côté la progression du Rassemblement national. Je pense qu'il y a une grande majorité de maires dans notre réseau qui sont extrêmement préoccupés par cela. Le RN, on le sait, capitalise sur les sentiments d'abandon et d'isolement de nombreux maires ruraux.

Ils leur tombent dessus dans leur circonscription, ils promettent de les aider. «On peut appeler le préfet, on peut obtenir des choses, etc.» Et si ce mouvement insidieux n'était pas très visible jusqu'à présent, il crée une forme de dépendance pour ce parti qui devient inquiétante. Et donc nous, l'Association des maires ruraux de France, on est là, justement, pour dire aux édiles : «Ne vous isolez pas, on va trouver des solutions ensemble, on va se serrer les coudes.» Et on y parviendra. ■